

# Exportations d'armes (un peu) libéralisées

**SESSION PARLEMENTAIRE** Le Conseil national avalise une motion qui accorde le pouvoir au Conseil fédéral d'autoriser exceptionnellement des ventes d'armement à l'étranger dans des cas délicats, si l'intérêt du pays l'exige... mais pas pour l'Ukraine

PHILIPPE BOEGLIN, BERNE  
X @BoeglinP

C'est fait. Le parlement assouplit les règles d'exportations d'armes... mais sans pour autant en faire profiter l'Ukraine, toujours en guerre contre la Russie. Ce lundi, le Conseil national a fait passer par 117 voix à 74 une motion venue de la Commission de sécurité du Conseil des Etats. Les trois grands partis bourgeois, Le Centre-PLR-UDC, ont facilement dominé la gauche rose-verte et les vert libéraux.

### Virage marqué au... Centre

Le texte souhaite que le Conseil fédéral puisse déroger à certaines obligations et autoriser des exportations d'armes dans «des circonstances exceptionnelles», si «la sauvegarde des intérêts du pays» l'exige. Théoriquement, le gouvernement pourrait valider des ventes de matériel suisse à des pays en guerre civile ou qui violent gravement et systématiquement les droits humains, à l'image de l'Arabie saoudite. Aujourd'hui, c'est interdit.

La minorité allant Vert-e-s, PS et vert libéraux dénonce un faux pas démocratique: le parlement vient en effet, il y a 2 ans, de durcir la loi dans un contre-projet. Il s'agissait alors de contrer une initiative populaire. Celle-ci, nommée «initiative correctrice», avait été ensuite retirée par ses auteurs, précisément en raison des tours de vis opérés. Revenir en arrière quelques mois plus tard paraît peu cohérent. Le Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA) annonce déjà un référendum.

C'est surtout Le Centre (ex-PDC) qui procède au virage le plus marqué: il avait dans le passé refusé d'accorder des compétences dérogatoires au Conseil fédéral. Mais



Un mécanicien entretient la tourelle d'un char Leopard 2 dans une halle de maintenance de RUAG. (THOÛNE, 20 MARS 2023/PETER SCHNEIDER/KEystone)

les temps ont changé, invoque la majorité bourgeoise. La guerre fait notamment rage en Ukraine, depuis l'agression de la Russie. Une Ukraine qui ne recevra, toutefois, aucune arme suisse grâce à la motion votée ce jour: les engagements en matière de neutralité restent d'actualité.

«Avec cette motion, vous n'aidez pas l'Ukraine, juste un peu l'industrie de l'armement, mais c'est apparemment ce que vous voulez»,

s'énervait Priska Seiler Graf (PS/ZH), de la Commission de sécurité. La socialiste appartient à l'aile de son parti qui tente de s'accorder avec Le Centre et le PLR pour permettre des envois d'armement helvétique à l'armée ukrainienne; aucune solution n'a été trouvée pour l'instant. Cette motion renforce le «préjugé d'une Suisse qui ne vise que son propre profit, tempête-t-elle. Je ne sais pas ce que des autorisations en faveur du Qatar ou de

«Si la Suisse ne dispose pas d'une compétence dérogatoire, cela posera de sérieux problèmes»

GUY PARMELIN, CONSEILLER FÉDÉRAL

l'Arabie saoudite ont à voir avec les changements mondiaux provoqués par la guerre en Ukraine.»

### Garder des fabricants d'armes en Suisse

Les élus bourgeois ne cachent pas leur volonté d'aider l'industrie de l'armement. La libérale-radical Maja Riniker (AG), rapportant l'avis de la majorité de la commission préparatoire, parle de «donner la possibilité à l'industrie»

## Bienne pourrait avoir sa première maire romande

**ÉLECTION** La socialiste romande Glenda Gonzalez Bassi se lance officiellement dans la course à la succession d'Erich Fehr à la tête de la ville. Elle serait la première femme à occuper une telle fonction

VINCENT BOURQUIN  
X @bourquvi

Glenda Gonzalez Bassi pourrait entrer dans l'histoire. Le Parti socialiste romand l'a désignée ce week-end comme candidate à la succession d'Erich Fehr. Le populaire maire de Bienne a en effet décidé de se retirer après quatorze ans à la tête de la plus grande ville bilingue du pays. Les chances de la municipale à la tête de la Formation, de la Culture et du Sport sont grandes.

### «Je vis ma ville avec toutes ses diversités»

GLEND A GONZALEZ BASSI, CANDIDATE À LA SUCCESSION D'ERICH FEHR

En effet, le PS dirige la ville depuis 1976. Son élection serait triplement marquante: jamais une femme n'a dirigé la cité seelandaise; un seul francophone a déjà occupé la mairie, c'était le radical Edouard Baumgartner de 1948 et 1960; elle serait encore la première personne sud-américaine à diriger l'une des grandes villes du pays.

Glenda Gonzalez Bassi est en effet arrivée en Suisse à l'âge de 6 ans, son père était un militant de gauche actif, et il a décidé de fuir son pays d'origine après le coup d'Etat d'Au-

gusto Pinochet. Depuis cinquante ans, elle vit à Bienne où elle a notamment été formatrice d'adulte avant de rejoindre l'exécutif en 2021.

Devant l'assemblée générale de son parti, Glenda Gonzalez Bassi a insisté sur sa volonté de promouvoir des projets qui profitent à l'ensemble des habitants de Bienne, ainsi qu'un service public fort grâce à une action soutenue par les valeurs de solidarité, d'égalité et de justice sociale, fortement liées aux questions environnementales. «Je vis ma ville avec toutes ses diversités, dont je suis aussi porteuse, et je pense avoir la sensibilité nécessaire pour comprendre les besoins et les attentes venant de la population biennoise.» Sa candidature devra encore être avalisée en février par les autres sections du PS biennois, mais cela ne sera qu'une formalité.

### Deux candidates romandes

A gauche, la municipale ne devrait pas avoir d'adversaire. Elle aussi membre de l'exécutif biennois, la verte Lena Frank a d'ores et déjà annoncé qu'elle ne briguerait pas la mairie. Au final, ce sont donc deux Romandes qui pourraient s'affronter pour la succession d'Erich Fehr. La radicale Natasha Pittet a de fortes chances d'être la candidate de la droite pour la présidence de la ville. Contactée par *Le Temps*, la directrice de l'Action sociale et de la sécurité affirme que le Parti radical romand et le PLR alémanique n'ont pas encore pris de décision, mais elle devrait tomber d'ici le mois de janvier. Membre de l'exécutif depuis avril 2023, ses chances semblent toutefois minces.

Les élections biennoises auront lieu en septembre 2024. ■

### MAIS ENCORE

Traite d'êtres humains: retour au tribunal pour trois accusés  
A Genève, un couple de ressortissants bulgares et leur fils, accusés d'avoir recruté des personnes pour mendier et s'approprier l'argent qu'elles récoltaient, ont été renvoyés en jugement devant le Tribunal correctionnel. Les trois prévenus devront notamment répondre de traite d'êtres humains par métier. Selon un communiqué du Ministère public diffusé hier, les revenus tirés de cette activité se sont élevés à plusieurs centaines de milliers de francs. (ATS)

**JUSTICE** L'ancien chef de la police du Guatemala a demandé la récusation de la nouvelle juge qui doit diriger son procès et a déposé plusieurs requêtes visant à agiter le Grand Conseil

FATI MANSOUR  
X @fatimansour

Le semblant de calme n'aura pas duré longtemps. Moins de deux mois après sa libération et dans l'attente de son quatrième procès (le troisième en appel), Erwin Sperisen a mené une nouvelle charge contre la justice genevoise. Entouré de ses avocats, l'ancien chef de la police du Guatemala, poursuivi pour avoir été le complice de sept assassinats de détenus, en appelle désormais au Grand Conseil pour semer encore un peu plus la zizanie dans cette interminable affaire.

Après avoir obtenu une condamnation de la Suisse à Strasbourg en raison d'une formulation malheureuse valant récusation de la présidente de la Cour, voilà que la défense tire à nouveau tous azimuts. Première cible de cette offensive, la juge Gaëlle Van Hove. Aux yeux de Mes Giorgio Campa et Florian Baier, la magistrate, qui a repris cette procédure, a tous les défauts. Elle est Verte, elle verse des rétrocessions à son parti selon le système en vigueur, elle a été première pro-

cureure, elle tutoie son ancien collègue du parquet, Yves Bertossa, lequel a même été son avocat dans un passé très lointain. Enfin, elle connaît aussi Philip Grant, la cheville ouvrière de Trial, une des organisations qui a dénoncé Erwin Sperisen. Bref, la défense a demandé la récusation de la présidente, qui ne l'entend pas de cette oreille.

### Recherche juges désespérément

Mais cela ne suffit pas. Une deuxième source de pugilat vient se greffer à cette querelle. Il n'y a plus beaucoup de juges au pénal qui n'aient déjà statué (en première ou en deuxième instance, voire en tranchant la déferlante de recours) sur ce dossier vieux de onze ans. La Cour a donc cherché des forces dans d'autres Chambres pour statuer sur cette récusation et siéger lors du procès. Inadmissible, rétorque la défense, qui appelle le Grand Conseil à nommer des juges suppléants extraordinaires.

Troisième et éternel élément de friction: la malheureuse mère d'un détenu, exécuté dans cette prison, a visiblement disparu dans la nature guatémaltèque après tant d'années de procédure. Son statut de partie plaignante demeure au dossier, mais elle ne sera pas convoquée, faute de

d'écouler ses produits, et de «rester un partenaire fiable».

Sa collègue de parti Jacqueline de Quattro (VD) appuie. Le soutien aux fabricants nationaux permet de «garder une capacité industrielle en matière de défense». La Vaudoise ne voit pas de manœuvre antidémocratique, car la motion «ne revient pas sur l'interdiction d'exporter dans des pays en guerre civile. Ces durcissements sont maintenus.» Ce qui change, c'est que le gouvernement peut accorder des exceptions. «Prétendre que le Conseil fédéral utilise sa compétence dérogatoire pour des Etats ne respectant pas les droits de l'homme dénote un manque de confiance.»

Quant au centriste Thomas Rechsteiner (AI), il estime que le pouvoir attribué au gouvernement «est limité», et que ce n'est «pas un blanc-seing». En plus, si le Conseil fédéral décide par voie d'ordonnance, la validité cessera au bout de quatre ans maximum, prolongeable une fois.

Guy Parmelin, le ministre chargé du dossier, a déroulé plusieurs arguments pour justifier l'assouplissement. «Le Conseil fédéral avait déjà proposé de garder une compétence dérogatoire dans les débats sur le contre-projet, mais le parlement avait refusé. Je ne vois pas de problème à revenir aujourd'hui sur cette proposition, au vu du contexte actuel.» Le Vaudois insiste: «Les conditions sont extrêmement strictes» et «il y a suffisamment de mesures de sécurité pour empêcher le Conseil fédéral de faire n'importe quoi». Et de donner un exemple: «Si demain un pays voisin, ou les Etats-Unis, donc un pays partenaire ou allié, entre en guerre» et a besoin de matériel militaire suisse, Berne devra pouvoir l'aider. «Si la Suisse ne dispose pas d'une compétence dérogatoire, cela posera de sérieux problèmes.»■